LES ÉTUDIANTS DE BOUMERDÈS EMPÊCHÉS DE MARCHER PAR DES GRÉVISTES ET PAR LA POLICE ANTI-ÉMEUTES

«Nous reviendrons»

«Nous reviendrons» ont clamé les étudiants de la faculté des sciences de l'Université M'hamed-Bougara de Boumerdès. Ils ont été empêchés de marcher à l'appel de la CNCD (Coordination nationale pour le changement et la démocratie). Ils ont scandé «pouvoir assassin.» et «système dégage».

Ce sont les étudiants grévistes qui dénoncent le décret présidentiel, portant sur la classification et l'équivalence des diplômes, paradoxalement aidés par les forces anti-émeutes de la police qui ont barré la route au cortège des marcheurs, leur interdisant de sortir de cette faculté.

Les grévistes accusaient les marcheurs de tentative de récupération de la grève. Le travail de sape de l'Ugel, organisation satellite des islamistes du MSP, et certains partis politiques du pouvoir ou qui n'adhérent pas à l'action de la CNCD ont contribué à empêcher cette action locale. Des étudiants qui voulaient marcher à l'appel de la CNCD nous ont affirmé que cette organisation islamiste, qui dispose d'importants moyens financiers, avait affrété le 6 de ce mois, des bus pour transporter ses sympathisants, lesquels avaient organisé une grève exigeant le report des examens à hier.

A rappeler que les marcheurs avaient deux banderoles sur lesquelles on pouvait lire «CNCD» et «Système dégage.». Il n'y avait donc aucun amalgame entre grévistes et marcheurs soutenant les revendications de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie.

«Nous sommes sortis pour marquer notre solidarité et notre adhésion aux revendications de la CNCD. A l'occasion, nous avons également mis à nu le double discours du pouvoir qui dit que les marches sont autorisées en dehors d'Alger. Voyez vous-même l'armada envoyée pour nous empêcher de marcher pacifiquement», dit un organisateur. «Nous reviendrons !», dira l'un de ses camarades.

Abachi L.

SOUK AHRAS

Mouvement de colère des jeunes au village agricole Sebti Boumaârafi

Hier, un mouvement de protestation s'est déclenché à l'occasion de la visite du wali, à la tête d'une délégation qui l'accompagnait en vue de l'inauguration d'une polyclinique, coïncidant avec la célébration du 53e anniversaire de la mort du chahid Sebti Boumaârafi, dont le village porte le nom.

Des dizaines de jeunes désœuvrés se sont rassemblés au niveau du centre de soins. Indubitablement, ce mouvement de colère est la goutte qui a fait déborder le vase, car le malaise couvait depuis longtemps dans cette localité. Les motifs de cette grogne sont pratiquement les mêmes chez tous les jeunes.

Les protestataires ont dénoncé le manque de postes de travail dans leur village, décriant le chômage galopant et, surtout, la précarité des conditions de logement dans cette localité, où plusieurs familles habitent des taudis».

Un groupe de chômeurs aurait même franchi le Rubicon en menaçant de bloquer la route, retardant le retour du cortège vers la wilaya n'était l'intervention des services de sécurité.

Le dialogue amorcé par le chef de l'exécutif et les promesses faites quant à la prise en charge de leurs revendications par le chef de la daïra ont calmé les protestataires qui ont fini par se disperser.

Barour Yacine

Reprise des heurts à Akbou

Les heurts ont repris de plus belle à Akbou, hier, en milieu d'après-midi, entre plusieurs dizaines de manifestants et les forces de l'ordre, a-t-on appris d'une source locale. En effet, si les autres localités de la wilaya sont restées plutôt calmes, hier, la ville d'Akbou a été le théâtre de violentes scènes de trouble aux environs de 15h30m. De jeunes manifestants ont assiégé, une autre fois, le palais de justice et le commissariat de la ville pour les arroser de pierres et divers autres projectiles. Les forces anti-émeutes ont fait usage de gaz lacrymogène pour tenter de disperser la foule de manifestants. Dans la ville de Sidi-Aïch, en début de soirée vendredi dernier, de jeunes manifestants ont fermé la RN 26, à la sortie-est de la ville, à la circulation, à l'aide de pneus incendiés.

A. K.

CONSTANTINE

Une tentative de rassemblement avortée

Ce qui devait être un rassemblement pacifique de jeunes universitaires, en réponse à l'appel lancé par la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) a failli tourner à la confrontation, après qu'un groupe de jeunes se disant «pro-Bouteflika» eut tenté de charger les manifestants.

Une curieuse incursion qui n'aura laissé aucune chance aux contestataires de serrer leurs rangs ou même d'attirer l'attention sur leur mouvement. Mal organisés et peu nombreux, les manifestants ont été très vite contenus par les forces de l'ordre, présentes en grand nombre devant le Centre culturel El-Khalifa.

Munis de pancartes et de banderoles appelant à plus de liberté et de démocratie, les jeunes ont été dispersés avant même qu'ils eurent le temps de s'organiser.

Il y a lieu de signaler que la place grouillait également de policiers en civil qui guettaient le moindre mouvement.

D'ailleurs, hormis quelques signaux lancés par des jeunes sur la toile et en dépit de l'absence d'un appel «sérieux» à une manifestation populaire à Constantine, les corps des services de l'ordre ont été réquisitionnés depuis vendredi pour parer à toute expression spontanée.

Farid Benzaïd

RELIZANE

Une jeune fille tente de mettre fin à ses jours

Les habitants de la ville de Relizane viennent d'être secoués par une tentative de suicide. La nouvelle s'est répandue telle une traînée de poudre dans la ville. Le suicide, ce phénomène inquiétant dans la wilaya de Relizane, notamment, ne cesse de prendre des proportions alarmantes au point de faire parler de lui, pratiquement chaque semaine, ces derniers temps, surtout. Hier après-midi encore, c'est la cité populaire Diar-Echou qui a sombré dans l'émoi et la consternation après la tentative de suicide d'une jeune fille à l'arme blanche, un couteau qu'elle s'est plantée dans le ventre, voulant ainsi mettre fin à ses jours. Selon des témoignages concordants, l'infortunée a été retrouvée inerte, gisant dans une mare de sang. La jeune fille a été transportée en urgence dans un état critique par les éléments de la Protection civile vers l'établissement hospitalier public Mohamed-Boudiaf de Relizane. Elle a été placée sous surveillance médicale, aux soins intensifs.

A. Rahmane

SIDI-BEL-ABBÈS : VIOLENT ACCROCHAGE À OUED TAOURIRA

Deux terroristes abattus et des armes récupérées

Lors de l'opération de ratissage que mènent les éléments de l'ANP, dans le sud de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès, depuis une semaine, un groupe de terroristes armés a été pris en étau, dans l'après-midi de vendredi dernier, dans la forêt de la localité de Oued Taourira (Mérine). Un violent accrochage s'en est suivi lors duquel deux terroristes ont été abattus. Du côté des forces de l'ANP, l'on déplorera la mort d'un élément alors que trois autres ont été blessés. Ces derniers ont été évacués vers l'hôpital militaire d'Oran. Les corps des terroristes abattus ont été transportés vers la morgue de l'hôpital de Telagh pour une opération d'identification. L'on nous signale qu'une kalashnikov, un fusil de chasse et des munitions ont été récupérés sur les terroristes.

A. M.

Égypte : que fera l'armée ?

Que fera l'armée égyptienne ? Hier, au lendemain de sa prise du pouvoir que lui confiait Moubarak avant de s'éclipser, l'institution militaire et la manière avec laquelle elle va mener la transition politique accaparent tout l'intérêt des observateurs. En Égypte et dans le monde.

Car la transition envisagée jusque-là pour l'Égypte a été complètement chamboulée par la démission de Moubarak et, surtout, le fait de s'en remettre à l'armée.

Du coup, tout «l'échafaudage» mis en place après le 25 janvier, consistant en une passation de pouvoir en douce au profit du vice-président, s'écroule.

Omar Souleymane, qui devait prendre le relais à tout moment, est désormais mis sur la touche.

Tout le pouvoir est, depuis vendredi soir, entre les mains du Conseil suprême des forces armées que préside le ministre de la Défense, le maréchal Mohamed Hossein Tantaoui, âgé de 75 ans et que l'on décrit comme très réticent aux réformes, économiques notamment.

Certes, l'armée s'est empressée, dès hier, de rendre public un communiqué, le numéro 4 depuis l'accélération des événements, jeudi.

Elle y livre des messages «d'urgence», pour rassurer au plan interne et externe. On y lit ainsi que «la République arabe d'Égypte restera engagée envers tous ses traités régionaux et internationaux».

Ici, bien sûr, il s'agit des accords de Camp David qui lie l'Égypte à Israël depuis 1978, point sur lequel la Maison Blanche avait particulièrement insisté après la chute de Moubarak.

Au plan interne, l'armée fera savoir que «le gouvernement actuel et les gouverneurs continueront de travailler jusqu'à ce qu'un gouvernement soit formé». Cela, en ne se fixant aucune échéance. De même qu'est promise «une transition pacifique vers un pouvoir civil élu».

Ici, non plus, l'on ne se fixe le moindre calendrier. Aussi, il est à relever qu'à aucun moment l'armée n'a évoqué la Constitution dans son dernier communiqué. Ce qui, certainement, est loin d'être un simple oubli. Ni encore du dialogue précédemment engagé avec l'opposition.

Alors, l'Égypte se dirige-t-elle vers le gel de la Constitution sous régime d'état d'exception ?

Le dialogue engagé avec l'opposition sous la conduite de Omar Souleymane est-il abandonné, ou alors tout est à refaire ?

Autant de questions parmi tant d'autres qui attendent toujours des réponses de la part de la grande muette.

Ceci, au moment où le peuple égyptien poursuit de célébrer à travers tout le pays sa victoire sur Moubarak et son régime.

Un sentiment de fierté nationale a envahi tous les Egyptiens. Hier, les citoyens se sont même senti le devoir de faire montre de leur sens de civisme en entreprenant de nettoyer eux-mêmes l'emblématique place Tahrir.

Kamel Amarni